



MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

MATANU 20. — N° 28.

DE VEA NO TAHITI.

Mahana manu 15 iunii 1871.

PRÉT DE L'ABONNEMENT D'UN AN FRANÇAIS.
Il se présente à la poste le 1^{er} juillet 1871.
Tous mois... Un timbre de 20 centimes.

Pour les Aboînements et les Annonces, s'adresser
MINISTÈRE DU GOUVERNEMENT.

PRÉT DES ANNÉES (ou compléments)
Les personnes âgées... 20 francs
Annonces... 10 francs
Les annoncés renvoient le paiement du prix de la
première insertion.

SOMMAIRE.

Arrêté créant des bons de caisse pour la somme de 30,000 francs. — Arrêté administratif.

Nouvelles d'Europe. — Transcription de M. Thiers. — Lettre du ministre de l'Instruction publique aux recteurs de l'Université. — Discours de M. Thiers à l'Assemblée nationale. — Plan de paiement de l'indemnité de guerre.

Billets des affaires de la haute-cour tahitienne. — Movements de port. — Annexes.

La goélette américaine *Sovereign* inaugura, le 20 juillet prochain, le service régulier de la correspondance entre Tahiti et San Francisco et vice versa, conformément à la convention passée le 26 juin 1871 entre l'administration de la colonie et M. Keane, négociant à Papeete.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, Vu l'arrête du 30 juillet 1863 portant constitution de la caisse agricole.

Vu la délibération en date du 6 juillet courant du conseil d'administration de ladite caisse, portant qu'il sera fait une émission de bons pour une valeur de cinquante mille francs, garantie sur la somme de cent quatre-vingt mille francs, représentant la partie réalisée en France et payable à Londres des chargements de coton expédiés de la colonie par les navires *Argoona* et *Magellan* ;

Vu la constatation que les arrivées du 10 avril 1866 et 17 janvier 1867 sont les dernières de bons de cette caisse ;

Vu l'émission de bons par l'ordonnateur de France de la somme de 180,000 fr. formant une provision de traites pour les tirages sur

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'intérieur ;

Vu l'urgence,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Il est fait une émission de cinquante mille francs en bons de caisse, garantis d'abord par la colonie et ensuite sur la somme de cent quatre-vingt mille francs représentant la partie réalisée en France et payable à Londres des chargements de coton expédiés de la colonie par les navires *Argoona* et *Magellan*.

Art. 2. Cette émission sera composée des coupures ci-après :

2,000 (deux mille) bons de 5 fr. cl.	10,000 FF. *
2,000 (deux mille) bons de 10 fr. cl.	20,000 *
1,000 (mille) bons de 20 fr. cl.	20,000 *
5,000 Total.....	50,000 fr. *

Art. 3. Ils seront établis sur papier blanc et revêtus de la signature du Secrétaire-Trésorier, de l'ordonnateur et du Commandant Commissaire de la République.

Ils seront partagés en séries, suivant leurs valeurs :

La série A pour les billets de 5 francs ;
La série BB pour ceux de 10 francs ;
La série CB pour ceux de 20 francs.

Ils seront numérotés par série.

Ils seront conformes, sauf l'indication de la valeur, au modèle ci-après adopté pour le billet de 5 francs, sous les modifications ci-après :

Le billet de 5 fr. sera encadré par une ligne noire en carté.

Le billet de 10 fr. par une ligne rouge en carté.

Et le billet de 20 francs par deux lignes, l'une noire, l'autre rouge.

Les soucures seront établies suivant les mêmes prescriptions ci-signées des mêmes fonctionnaires ; elles attesteront l'acte respectif composé de deux mille lignes, pour les deux premières séries et de mille pour la troisième et dernière.

Art. 4. Au fur et à mesure de la livraison des billets par l'imprimeur, le secrétaire-trésorier en prendra charge et les présentera aux signataires pour la signature au procès-verbal de constat des valeurs, qui sera établi par l'ordonnateur au fur et à mesure la remise des bons signés au secrétaire-trésorier, les bons non signés n'entrant pas dans la composition du fonds enclos.

Art. 5. Ces bons auront cours forcé, et seront donnés et reçus dans les caisses publiques.

Ils auront remboursement par portoir ou intégralement dès que les fonds provenant des ventes des chargements de coton auront été réalisés par le placement des traites ou par la réception ici de marchandise provenant de la vente des cotons.

En avis de l'administration de la caisse agricole indiquera l'époque et l'importance des remboursements à opérer.

Art. 6. Au fur et à mesure des réalisations des produits provenant des chargements de coton, la caisse agricole remboursera les bons qui seront délivrés par le feu dans les conditions établies par la réglementation statutaire.

Art. 7. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et publié par

tout ou besoin sera, et présenté à la ratification en Conseil d'administration.

Papeete, le 12 juillet 1871.

GIRARD.

Par le Commandant Commissaire de la République :
L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'intérieur,
L. Le Goux.

Modèle des bons de la Caixa agricola.



Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République, arrêté du 10 juillet 1871, le nom de Telio a Irii est nommé meteo i pied minau ioroppepihia ou district de Papete.

Mai te au i te fasse ras a te Tomana te Avahua te o Republique no te 10 no iorau 1871, un aataqo te arii ioroppepihia ou Teohau i te minau ioroppepihia no te manu-nas ra no Papete.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République, arrêté du 13 juillet 1871, l'indigène Taisho-pu-tu-tu de Tahiti est nommé meteo i pied minau ioroppepihia ou district de Pare, en remplacement de Rauri a Piritu, démissionnaire.

Mai te au i te fasse ras a te Tomana te Avahua te o Republique no te 13 no iorau 1871, un aataqo te arii ioroppepihia ou Teohau i te minau ioroppepihia no te manu-nas ra no Pare.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

Le secrétaire-trésorier de la caisse agricole a l'honneur de porter à la connaissance de MM. les plantateurs de coton que, par suite de l'encombrement et des réparations indispensables au port de Papeete, les bateaux de coton ne pourront pas avoir lieu pendant la saison prochaine. Le Messager de samedi prochain fera savoir quand les achats de coton pourront être repris.

NOUVELLES D'EUROPE

Le brig goélette *Tamadra*, arrivé hier de Californie, a apporté des nouvelles d'Europe des 7 et 8 juin, voici les dépêches télégraphiques les plus importantes dues à cet arrivage :

Londres, 7 juin. — Le *Stale* est en faveur de la prolongation des pouvoirs de M. Thiers. Les séances municipales de Marseille et de Toulouse sont déclarées illégales.

Venise, 7 juin. — Le *Faix* imprime une lettre de Louis Blanc condamnant la commune. On dit que le procès de fusillement des deux branches de la famille des Bourbons a complètement échoué, grâce à l'attitude de M. Thiers, qui a l'espérance de sauver la République.

Paris, 7 juin. — Les funérailles de l'archevêque de Paris et des quatre prêtres massacrés dans les prisons ont eu lieu aujourd'hui avec une grande solennité.

Venise, 8 juin. — Le *Faix* proteste contre la proposition tendant à prolonger les pouvoirs de M. Thiers a été retrouvé après les élections. La discussion sur le retrait de la loi de proscription contre les princes d'Orléans a recommandé aujourd'hui à l'assemblée. La commission a fait un rapport en faveur de l'abrogation ; M. Thiers s'est opposé à la mesure, disant qu'elle avait un caractère dangereux ; néanmoins il a ajouté qu'il demandait son adhésion aux vues de la commission et du prince protestant l'engagement de ne pas siéger à l'assemblée. Le résultat fut que l'assemblée vota la révision de la loi de proscription par 483 voix contre 113, et déclara valides les élections du due d'Aunay et du prince de Joinville à la même majorité.

Paris, 8 juin. — Le marquis de Galliffet a été assassiné aujourd'hui par la veuve d'un communiste fusillé par ses ordres.

Proclamation de M. Thiers.

Le gouvernement de Versailles a fait circuler la proclamation suivante à Paris :

Le gouvernement de la République française aux Parisiens.

Le France, libérée par les révoltes par le peuple universel, a élu son gouvernement qui est le seul légitime, et ce seul légitime dont obéissance, si le suffrage universel n'est pas un vain mot.

Le gouvernement vous a donné les mêmes droits que ceux dont possèdent Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, et vous ne pouvez, à moins de mentir aux principes de l'égalité, demander plus de droits que les autres villes du pays.

En présence de ce gouvernement, la Commune — c'est-à-dire la minorité qui vous opprime et qui osa au courrier de l'infame drapeau rouge — à l'impuissance d'imposer ses volontés sur la France.

D'après ses œuvres, vous pouvez juger du régime qu'elle vous destine.

Elle viole la propriété, emprisonne les citoyens pour en faire des dégâts, transforme en désert vos rues et vos places publiques, suspend le travail dans Paris, le paralyse dans toute la France, arrête la prospérité qui était prête à renaitre, retarde l'évacuation du territoire qui se déclarent près à exercer sans merci, et nous ne mettons pas fin à ces œuvres.

Nous avons écouté toutes les délibérations qui nous ont été envoyées, et aucune d'elles ne nous a offert des conditions qui ne fussent la dégradation de la souveraineté nationale en face de la révolution; le sacrifice de toutes les libertés et de tous les intérêts.

Nous avons répété à ces délibérations que nous continuions le combat aux armes nécessaires. Nous l'avons promis, non le promettons de nouveau; mais cette insurrection doit cesser, car elle ne peut se prolonger sans détruire la France.

Le gouvernement aurait désiré que nous eussions été capables de vous affirmer vous-mêmes de ces tyran qui se jettent de vos vies et vos libertés; mais, puisque vous n'en venez pas à bout, il entreprend cette tâche, et il a assemblé une armée devant vos murs, non pour vous conquérir, mais pour vous délivrer.

Jusqu'ici, il a limité ses attaques aux travaux extérieurs, mais le moment est venu où, pour abréger votre supplice, il doit attaquer l'enceinte même.

Le gouvernement ne veut pas bombarder Paris, comme la Commune nous le dit. Un bombardement menacerait la cité entière et la rendrait inhabitable; il sera pour object d'insulter les citoyens et de les forcer à se rendre.

Le gouvernement n'emploiera que le canon pour forcer une de vos portes, et s'efforcera de limiter au point atteigné les ravages d'une guerre dont il n'est pas l'auteur.

Il sait, il aurait compris de toute manière si vous ne le lui aviez fait dire de toute partie, qu'assez que les soldats auront sous l'ordre de vous faire échapper autour du drapeau national, pour aider notre ville à se détruire cette tyrannie sanglante et cruelle, il empêtrera dans le feu et la mort tous ceux qui ont été responsables de ce massacre.

Vous êtes bien plus nombreux que les actaires de la Commune. Remisez-vous à nous et ouvrez les portes qu'ils ferment à l'ordre, à la loi, à votre prospérité, ainsi qu'à celle de la France.

Dès que ces portes seront ouvertes, le son de canons cramera, la tranquillité, l'ordre, l'abondance et la paix restaureront dans vos murs.

Les Allemands évacueront votre territoire, et les trêves de nos malheurs disparaîtront rapidement. Mais si vous n'agissez pas, le gouvernement sera obligé de prendre les moyens les plus énergiques pour vous délivrer.

Il vous le doit, à vous, mais il le doit surtout à la France, parce que les maux qui présent sur vous pèsent sur elle, parce que le châtiment qui vous ramène, s'est étendu à elle et la ruine également, parce qu'il a le droit de vous sauver si vous ne nous laissez pas nous sauver nous-mêmes.

Parisians, pensez-y autrement. Dans très peu de jours nous serons dans Paris; la France vient en finir avec la guerre civile; celle le verra; elle le doit, elle le peut; elle marche pour vous délivrer. Vous pouvez contribuer à vous sauver vous-mêmes en rendant l'assaut insatiable et en reprenant votre place dès aujourd'hui au milieu de vos concitoyens et de vos frères.

A. THIERS.

L'Université de France.

Le ministre de l'instruction publique a adressé aux recteurs la circulaire suivante :

Versailles, 28 mars 1871.

Monsieur le recteur, — J'ai reçu de vous l'assurance que tous les fonctionnaires de votre établissement, comme il se doit, détestent l'insurrection de Paris; tous vos collègues n'ont écrit dans le même sens, et je connais trop l'intelligence et le patriotisme des membres du corps enseignant pour avoir eu à cet égard un seul moment d'hésitation.

L'Assemblée actuelle est le produit le plus complet, le plus direct, le plus indiscutable du suffrage universel; elle représente l'opinion de la France; c'est-à-dire contre elle, et contre le pouvoir exécutif qu'elle a constitué, c'est à se révolter contre la France elle-même.

Qui veulent ces insurgés dont le nom est inconnu de tous les paris? Viennent-ils pour séparer Paris de la France? ou pour soumettre la France à Paris, la volonté de la France à la volonté de Paris? Croient-ils défendre la République, en se levant contre le gouvernement de la République française? Espèrent-ils la faire asservir à la force, acceptant de tout essayer de l'imposer de vive force, et en commençant par assassiner, en enlevant?

Ceux qui troublent l'ordre, en en menant le pays en faveur, sont bien n, sans les plus cruelles émeutes de la Révolution; il sont les ennemis de la France, de son repos, de son bien-être, de sa indépendance comme nation, car ils nous appartiennent le givre civil au lendemain de nos défaîtes, quand les Allemands foulent encore terre sol.

Le travail repris dans les ateliers, le commerce renaisse; les capitaines, conformes à l'avenir de la France, s'affirment à nous pour accepter les fûts de la guerre, un combat doit être conclu. Mais vous, par cette insurrection, le vendredi nastis, le matin de l'évacuation arrêté, les troupes retenues sous le drapeau, les garni-

des nationaux obligés de quitter de nouveau leurs ateliers, de déserter la terre, privés depuis si longtemps de leurs bras. La France ayant indiqué son passe, elle se trahirait elle-même, elle trahirait le reste de la civilisation, si elle ne se levait pas tout entière pour en faire promptement avec cette minorité impie qui nous ruine et nous déshonneur.

Assurément, Monsieur le recteur, je ne demande pas à nos collaborateurs de se mêler plus que pour le passe aux luttes politiques. Quique chose de nous ait ses droits de citoyen, qu'il entende maintenir dans leur intégrité, nous avons construit, en acceptant le sacrement de l'enseignement, l'obligation de garder une extrême réserve dans nos actes et nos paroles. Mais il n'existe ici ni de parti politique ni de parti religieux. Il y a de la patrie et de la morale, c'est-à-dire de ce qui doit faire le fond même de notre enseignement; car ce que l'Etat nous ordonne, en nous apprenant dans ses chaires, c'est de lui élaborer des générations d'honnêtes gens et de patriotes.

Je compris, monsieur le recteur, inaugurer nos relations avec vous en vous demandant de redoubler d'efforts pour donner à nos enfants une éducation virile, des connaissances exactes et précises, l'horreur des crimes et des vices, l'habitude du travail, de la rigueur de l'économie, de l'industrie et l'art.

Je vous suis toujours de préparer avec moi la France, au milieu de ses malheurs, la plus grande de toutes les richesses, en lui donnant une race d'hommes fortement trompés pour le travail et le sacrifice. Deux m'est réminé que je ne croisais pas avoir si tôt, si croûts et si pressants motifs pour vous rappeler que les membres de l'université doivent à notre grand et multicolore pays la loyauté et l'exemple. J'appelle les forces morales dont vous disposez à la défense de la civilisation et de la patrie, et comme il y a aujourd'hui tant d'espérance dans vos révoltes que je suis entré dans l'université, je sais, par une longue expérience, que je puis compter sur votre dévouement absolu à la plus claire et à la plus sainte des causes.

Jules Simon.

Discours de M. Thiers.

Séance de l'Assemblée nationale du 27 avril 1871.

M. TURIN, chef du pouvoir exécutif. — Je demande pardon à l'Assemblée d'interrrompre une discussion très intéressante, mais en montant à cette tribune, j'ai cédé au vœu de beaucoup de nos collègues.

Je crois pas que le rôle de nos collègues convienne au gouvernement, cependant dans la situation grave où se trouve la France, à la veille du jour où le pays va s'assembler pour composer les conseils municipaux, il est utile de lui faire entendre, en quelques mots, la situation et de les lui faire savourer par l'organigramme de cette Assemblée, régulière et complète, représentant l'ensemble de la nation.

Notre situation est doublièrement assurante, car la rang corse, et

un rapport elle est consolante en ce qu'elle nous fait espérer la fin prochaine de nos malheurs, et en ce qu'elle nous montre chaque faisant son devoir, l'armée surtout, qui est toujours la gloire du pays, et le plus solide appui de ses destinées, des nobles principes qu'il représente. [Applaudissements.]

La situation de la France est aussi critique à créer une force forte organisée ou ressentie, et toutefois possible des circonstances étranges ou nous nous trouvons, et qui, au moment où tout manquin, ait complète asténastation pour tous ses bâtons.

Le gouvernement a pu perdre un instant, et cette armée vous l'avez; vous l'avez grande et puissante par son organisation; par le sentiment qu'elle a de ses devoirs et par le choix des sous-chefs qui la commandent. [Très-bien! très-bien!]

Nous ne les avons pas demandés à un parti, mais à tous, regardant à la loyauté, à la capacité, non à l'origine. Je crois qu'on vrai pourvoir à ce que doit se montrer courant, non comme les gens crédibles, mais comme les gens loyaux qui croient à la loyauté d'autrui. [Vive l'approbation.]

En échissant ainsi partout où il y avait honte, honneur, capacité, je crois que nous avons donné à l'armée le plus noble statut-major qu'elle ait eu depuis longtemps. Nous avons pris les hommes qui se sont montrés supérieurs à la fortune, et qui ont prouvé que s'ils avaient été bien dirigés, ils nous auraient rendu, non une France vaincue, mais une France victorieuse. [Nouveaux applaudissements.]

Avec mes collègues, mes amis du gouvernement, dont je ne me sépare jamais, je n'ai pas hésité à appeler à la tête de l'armée ce brave maréchal qui, de notre temps, peut être nommé le chevalier sans peur et sans reproche [Vifs applaudissements], qui, même dans le malheur, a pu défendre la calomnie.

L'armée, réunie en ce moment dans les conditions que la France devait souhaiter, fait son devoir; grâce à elle et grâce à votre confiance, la France sera victorieuse. [Très-bien! très-bien!]

Le ministère a immédiatement l'assurance, ce moment les vives des chefs qui dirigent l'armée: je dirai seulement que c'est après les méditations de tous les généraux qui entourent leur illustre chef, que les opérations ont été arrêtées. On n'y fait pas comparé aux lumières des militaires, les plus épris, on n'y fait avoir confiance dans les opérations qui s'exécutent, en ce moment. Quant à moi, je me borne à fourrir les moyens de vaincre. C'est à ces illustres chefs à nous décider l'emploi. [Très-bien!]

Le ministère de l'Instruction a été absorbé les premiers jours. Ministérisant que l'investissement est complet, les opérations actives ont commencé devant le fort d'Issy. Notre artillerie, quoiqu'elle soit devant elle l'artillerie puissante dérobée au pays, poursuit ses travaux d'approche et, cette nuit, le brave général Faron, à la tête de 100 marins et 300 soldats du 112^e régiment et de quatre compagnies du 35^e, a culévolé la position très-importante des Moulineaux avec un tel élan que les portes ont été insuffisantes. [Applaudissements.]

Je serais téméraire si je cherchais à prévoir le temps qu'il nous faudrait pour arriver au résultat que nous poursuivons, la publication du pays.

Quels que soient les moyens employés, ils seront toujours profondément douleuroux. Si nous portions obstacle à l'almirante de Paris, si nous tirons sur ce Paris, si cher toujours à la France, notre cœur saigne, mais nous prenons le pays pour juge. Cette guerre cruelle, en sommes-nous les auteurs? [Non! non!]

RÉALISATION.

La réalisation de cette somme de 6 milliards aurait lieu de la manière suivante :

Le trésor devrait immédiatement intervenir entre l'Etat et la Banque de France.

Le trésor devrait l'Etat s'engager à consigner dans la caisse de la Banque de France des rentes françaises représentant au minimum une valeur réelle de 6 milliards.

L'Etat s'engagerait, en outre, à rendre dans le plus court délai un décret autorisant la Banque à créer, par dérogation à ses statuts, une série de billets de banque spéciaux, lesquels seraient garantis par les rentes françaises consignées à cet effet.

Ces 6 milliards de billets se décomposeraient comme suit :

3 milliards en billets de 5 francs au porteur ;

3 milliards en billets de 100 francs.

Sur chaque billet se trouveraient, rappelées les stipulations suivantes :

1^e Que la garantie de la valeur réelle de chaque billet est déposée en rentes françaises dans la caisse de la Banque de France ;

2^e Que l'amortissement sera fait en cinquante années, par échéances chaque année ;

3^e Que chaque année il sera alloué :

7 millions et demi en primes de 10.000 francs chacune, à un certain nombre des billets de 5 francs désignés par le sort ;

7 millions et demi divisés à prises de 25.000 francs seront de même versés à un certain nombre de billets de 100 francs désignés par le sort.

Au fur et à mesure de la production de ces billets, la Banque de France en ferait la remise à l'Etat jusqu'à concurrence de la somme de 6 milliards.

L'Etat s'engagerait à verser chaque année à la Banque de France une somme de 150 millions.

Cette somme serait employée de la manière suivante :

120 millions pour amortir un cinquième des 6 milliards créés en billets ;

15 millions pour primes devant revenir à un certain nombre de billets désignés par le sort.

45 millions qui resteraient acquis à la Banque de France comme rémunération de son concours et de ses frais.

Ainsi que la Banque de France aurait fait la remise à l'Etat de cette somme de 6 milliards en billets, il serait porté à la connaissance de tous les Français, par publications spéciales émanant de l'Etat et de la Banque de France :

Que la série nouvelle de billets spéciaux créée par la Banque sera reçue en paiement dans toutes les administrations de l'Etat pour toutes les dépenses, correspondant, etc., etc., et pour tous les paiements à faire à la Banque de France.

Cette même déclaration serait entièrement faite immédiatement par toutes les administrations de chemins de fer, grandes compagnies minières, et par le propriétaire des plus importantes maisons de commerce de France.

Ces nouveaux billets ayant une garantie de la valeur réelle de 5 francs, tout, dans toute la France, de crédit et de tous les avantages accordés aux billets de banque se trouvant déjà en circulation.

Il ne faut pas oublier un seul instant qu'ils pourraient même d'une façon très facile en cas des 15 millions alloués en primes chaque année à une partie des billets désignés par le sort.

Il ne faut pas non plus perdre de vue un point très important.

La création d'une valeur de 3 milliards en billets de 5 francs viendrait rendre un immense service.

La circulation de ces petites coupures remplacerait tout le numéronaire qui a été emporté de France pour les actes faits à l'extérieur pendant la guerre, et par celui qui emporteront les contributions de guerre prélevées par les Prussiens.

Dans l'état normal de la situation monétaire, la création de ces petites coupures n'aurait pas d'autre effet que de faciliter les transactions journalières du commerce et de l'administration publique.

Après les publications faites par l'Etat et la Banque de France pour annoncer que la nouvelle série de billets jouirait des mêmes avantages que ceux déjà mis en circulation pour tous paiements à effectuer, il serait adressé un appel par l'Etat au peuple français :

Chacun serait invité à venir échanger dans toutes les succursales de la Banque de France le numéraire et les anciens billets de banque dont il pourrait disposer, contre même somme qui lui serait remise en nouveaux billets de banque.

Chacun, dans la mesure des seules ressources disponibles, pourrait faire acte de patriotisme et contribuer à la délivrance du sol, sans avoir à faire aucun sacrifice d'argent.

Bien au contraire, chacun pourrait espérer un bénéfice en se trouvant détenteur d'un ou plusieurs billets de 5 fr. remboursables à 10.000 fr., ou de billets de 100 fr. remboursables avec une prime de 25.000 fr.

On ne peut douter un seul instant du succès qui serait donné par tous pour opérer l'échange des anciennes billets et du numéraire contre les nouveaux billets auxquels seraient attachés les mêmes avantages dans la circulation pour tous paiements à effectuer, et qui du plus offriront des chances de bénéfice n'existant pas pour les billets de banque ordinaires.

EN AVANTAGE.

Les mesures financières que je propose donneraient les résultats suivants :

1^e Facilité de réaliser en quelques mois les cinq milliards que nous avons à payer à la Prusse, sans avoir besoin de créer de nouvelles impositions, sans faire aucune diminution de rentes, et sans qu'il coûte rien à personne.

2^e Moyen pour l'Etat de venir en aide aux villes et communes rurales qui ont à souffrir de l'invasion prussienne, en leur versant gratuitement une somme de un million.

3^e Réalise une économie considérable à l'Etat : 150 millions par an, sur la différence d'intérêt qui serait à payer en émettant 6 milliards de rentes, même au prix de 60 francs, ce qui est impossible dans la situation actuelle ;

150 millions à payer en moins chaque année pour intérêts représentant, pendant cinquante années, une somme de 7 milliards 500 millions d'economies, sans compter que par cette combinaison se réalisent en outre dans le même laps de temps l'annoblissement des 6 milliards de billets créés.

Cette somme étant ajoutée à celle de 7 milliards et demi écono-

mises sur les intérêts qu'on aurait eu à payer en émettant de la rente, représenterait au total une économie de 13 milliards et demi, réalisée en cinquante années au bénéfice de l'Etat.

De son côté, la Banque de France aurait l'immense avantage de trouver de l'Etat 15 millions par an, pendant cinquante années, soit 750 millions, ce qui représenterait plus de quatre fois son capital social.

J'espère, monsieur le ministre, qu'un examen sérieux des mesures financières que j'ai l'honneur de vous proposer vous amènera facilement à partager la conviction que j'ai moi-même, c'est que dans la situation actuelle, et dans l'intérêt de tous, la voie que j'indique est la plus simple à suivre, et celle qui peut arriver à nous donner les résultats les plus avantageux et les plus satisfaisants.

Cette voie était suivie dans l'avenir, de même que différentes mesures que nous réservons d'adopter en leur temps, l'organisation financière de la France sera évidemment très heureusement transformée, et la richesse nationale ainsi que les ressources de l'Etat se trouveront considérablement augmentées.

EXCE CURTIUS, 16, rue Montmartre, Paris.

TE MAU ALPINA

E rance hia e te house rag rabu tafhi et mez malaha i foiss hia i muri noi.
26 juillet 1871 — I rotops in One a Tioei t., e fasse, e tia i Abatup, e fasse fousu, e tia i Matou, e fasse fousu, e tia i Malou, no le fensa ro o Teferere, le val i Are.

27 juillet 1871 — I rotops in Teiho a Toosan, valibon i Abo, e tia i Tevaro-Tschou, e o Uto a Tarane valib, e tia i Tevaro-Tschou, no le fensa ro o Teiho, le val i Tevaro-Tschou.

28 juillet 1871 — I rotops in Pau a Teiho, e tia i Abo, e tia i Matou, e fasse fousu, e tia i Malou, no le fensa ro o Farolos, le val i Matou.

29 juillet 1871 — I rotops in Mapura, Paraiha v., e tia i Matou, e fasse fousu, e tia i Malou, no le fensa ro o Teiho, le val i Pau.

30 juillet 1871 — I rotops in Pau a Tarapa, t., e fasse fousu, e tia i Paepei, e fasse fousu, e tia i Malou, no le fensa ro o Husab, le val i Papei.

31 juillet 1871 — I rotops in Tevarava a Tschapares, t., e fasse fousu, e tia i Husab, e tia i Matou t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

32 juillet 1871 — I rotops in Tzam a Tschud, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

33 juillet 1871 — I rotops in Tschapares, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

MOUVEMENTS DU PORT-DE-PAPETE

Da vendredi 7 au jeudi 13 juillet 1871 inclus.

PAVILLON DE CERÈRE ESTRE.

12 juillet. Frégate française "L'Indomptable", commandée par M. Sollet des Noires, capitaine de vaisseau, en compagnie de MM. L'Ami, chirurgien, et sa femme, MM. Civasse, médecin, Rott, négociant, Eloué, banquier, et l'ingénieur — 182 t., d'équipage.

PAVILLON DE COMMERCE ESTRE.

13 juillet. Frégate française "L'Indomptable", commandée par M. Sollet des Noires, capitaine de vaisseau, en compagnie de MM. L'Ami, chirurgien, et sa femme, MM. Civasse, médecin, Rott, négociant, Eloué, banquier, et l'ingénieur — 182 t., d'équipage.

PAVILLON DE COMMERCE SUDRE.

9 juillet. Goët du Protect, Fouste, de 48 ton., esp. Smith, all. à Apoliki; 3 passag. MM. Conner, McLean, anglis, Akui, chinois.

10 juillet. Goët du Protect, Américaine "Sovereign", de 92 ton., esp. Chambers, all. à Papeari.

BÂTIMENTS SUR RADE.

SE COUVERTE.

30 juillet. Transport français à huile "Norce", commandé par M. Chevallier, lieutenant de vaisseau.

31 juillet. Frégate française à voiles "Sibylle", commandée par M. Salot des Noires, capitaine de frégate.

SE COUVERTE.

23 décembre 1870. Brig. goët "Tschapares", t., e fasse fousu, e tia i Husab.

3 janvier 1871. Tschapares, bâche-barque, de 42 ton. (prise prussienne).

4 janvier. Brig. "Hendere", de 22 ton. (prise prussienne).

5 janvier. Brig. "Cobet du Protect", "Phryg", de 10 ton., esp. Tschap.

6 janvier. Brig. "Gobet du Protect", "Tschap", de 10 ton., esp. Sanford.

7 janvier. Brig. "Gobet du Protect", "Tschap", de 10 ton., esp. Newell.

11 juillet. Tschap, bâche-barque américain "Horatio Harris", de 1.076 t., esp. Newell.

24 juillet. Gobet du Protect, "Tschap", de 10 ton., esp. Sanford.

26 juillet. Tschap, bâche-barque "Fire Fly", de 169 ton., esp. Chapman.

28 juillet. Brig. "Gobet du Protect", "Tschap", de 10 ton., esp. Sanford.

30 juillet. Gobet du Protect, "Tschap", de 10 ton., esp. Schaffer.

3 juillet. Gobet du Protect, "Tschap", de 10 ton., esp. Vincent.

4 juillet. Gobet du Protect, "Tschap", de 10 ton., esp. Vincent.

5 juillet. Gobet du Protect, "Tschap", de 10 ton., esp. Vincent.

6 juillet. Gobet du Protect, "Tschap", de 10 ton., esp. Vincent.

7 juillet. Gobet du Protect, "Tschap", de 10 ton., esp. Vincent.

8 juillet. Gobet du Protect, "Tschap", de 10 ton., esp. Vincent.

9 juillet. Gobet du Protect, "Tschap", de 10 ton., esp. Vincent.

10 juillet. Gobet du Protect, "Tschap", de 10 ton., esp. Vincent.

AVIS

Le 20 juillet 1871. Brig. goët "Tschapares", t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho. Les personnes créancières ou titulaires de la succession de Thao Falouer, ou celles vivant depuis long temps, sont priées de s'adresser pour le règlement de leurs comptes à M. A.-B. GOUPIL, rue des Beaux-Arts.

13 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho. Les personnes créancières ou titulaires de la succession de Thao Falouer, ou celles vivant depuis long temps, sont priées de s'adresser pour le règlement de leurs comptes à M. A.-B. GOUPIL, rue des Beaux-Arts.

14 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

15 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

16 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

17 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

18 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

19 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

20 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

21 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

22 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

23 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

24 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

25 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

26 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

27 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

28 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

29 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

30 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.

31 juillet. Indigène Tere a Teihoane, t., e fasse fousu, e tia i Husab, no le fensa ro o Teiho.